

Compte-rendu du CTSD du 12 juin 2018

4 représentants du SNUipp-FSU siègent en CTSD : Marc Vieceli, Laurence Laborde, Guillaume Larroche et Samantha Fitte.

Dans sa déclaration préalable (lire ici), le SNUipp-FSU a dénoncé les attaques du gouvernement contre la fonction publique : remise en cause du statut, embauche de contractuels, rémunération au mérite... Dans le même temps, le gouvernement tente de remettre en cause le rôle des représentants des personnels avec la disparition des CHSCT et des compétences des CAP qui traitent de la carrière des personnels.

Le SNUipp-FSU a dénoncé **la mise en place de la mesure phare du ministre « CP dédoublé » en Education Prioritaire qui s'est fait à moyens constants et a absorbé la quasi totalité des moyens** au détriment :

- du taux d'encadrement avec des classes qui continuent d'avoir des effectifs très élevés en Gironde : **des classes avec plus de 30 élèves en maternelle et plus de 28 élèves en élémentaire de moyenne hors Education Prioritaire, des classes à plus de 25 élèves en REP avec la mise en place des CP dédoublés.**
- de moyens supplémentaires pour le RASED, le remplacement et la scolarisation des TPS...

1/ Les moyens pour la rentrée 2018 (ouvertures et fermetures de classe) : insuffisants pour le SNUipp-FSU !

La liste des mesures envisagées avant le CTSD et le CDEN de juin sont sur notre site (ici).

Au total, 39 dossiers d'école qui demandent une ouverture de classe (ou une annulation de fermeture) pour la rentrée 2018 ont été examinées par le CTSD. Le SNUipp-FSU a porté 28 dossiers d'école :

- des écoles dont les prévisions d'effectifs sont supérieurs à ceux de la DSDEN et qui les font passer en norme d'ouverture.
- des écoles de REP avec un taux d'encadrement supérieur à 25 élève par classe, conséquence de la mise en place des CP dédoublé.
- des écoles de la Métropole surchargées avec des élèves en attente d'inscription à 1 mois de la fin des classes !

Le DASEN nous répète que tout va bien, que le taux d'encadrement n'a jamais été aussi bon en Gironde... Mais les représentants du personnel ont montré le contraire puisque le DASEN n'a pas les postes nécessaires pour ouvrir là où c'est légitime et nécessaire ! Il veut gagner du temps et reporte près de la moitié des situations d'école évoquées à la rentrée, mais cette situation est inadmissible pour les écoles et les équipes qui ont besoin de s'organiser et pour les communes qui ont besoin de prévoir des locaux et du personnel (ATSEM par exemple).

Les représentants du SNUipp-FSU interviendront, de nouveau, en CDEN (demain) qui réunit administration, syndicats, représentants des municipalités et des parents d'élèves.

Le SNUipp-FSU avait fait venir deux enseignants en qualité d'experts afin de mettre en lumière des problématiques importantes :

- Mathilde Le Maître sur la question des **moyens mis en œuvre dans l'enseignement spécialisé notamment dans les écoles accueillant 1 ou 2 classes d'ULIS** pour lesquelles le SNUipp-FSU a demandé des effectifs allégés et de la décharge de direction supplémentaire.
- Célia Gonzalez-Fondriest sur la question de la maternelle (effectifs de classe trop chargés, baisse de la scolarisation des TPS y compris dans les zones d'Education Prioritaire), et sur la **situation du remplacement catastrophique** cette année en Gironde avec des milliers de journées non remplacées et le recrutement de près de 40 contractuels.

2/ La situation du remplacement en Gironde est catastrophique !

Le SNUipp-FSU dénonce les milliers de jours de classe non remplacés avec des conséquences multiples :

- les élèves notamment les plus fragiles sont pénalisés.
- les équipes sont mises à mal, puisqu'il faut accueillir les élèves des enseignants absents et non remplacés.
- les enseignants qui ne sont pas plus absents (voire moins) que les autres travailleurs, qui culpabilisent et vont à l'école même malades ! Le jour de carence n'a rien changé. Les congés longue maladie sont en augmentation, il faut que l'administration prenne en compte les difficultés liées à la dégradation des conditions de travail et la souffrance au travail.
- les écoles qui manquent d'enseignants et dans lesquelles la DSDEN recrute des contractuels, ces personnels non formés, qui ont un statut précaire et aucune perspective professionnelle.

La situation sur le terrain ne va pas mieux !

Le recteur fait le choix de ne pas recruter des stagiaires sur liste complémentaire car cela coûte plus cher que de recruter des collègues qu'il faut former et qui deviendront fonctionnaires ! Avec ce choix, il répond à la commande du gouvernement de baisser le nombre de fonctionnaires !

3/ La maternelle est-elle en danger ?

L'école maternelle est un enjeu fondamental pour la réduction des inégalités scolaires.

Pourquoi alors continuer à accepter des classes maternelles avec des effectifs trop chargés ? Il y aura encore trop de classe maternelles avec plus de 30 élèves dans notre département !

Pourquoi n'y a-t-il pas systématiquement d'interventions du RASED dans les écoles maternelles ? Certains élèves pourraient être pris en charge avant l'entrée en école élémentaire !

4/ Organisation du temps scolaire à la rentrée 2018

La liste des écoles à 4 jours (en PJ) et à 4,5 jours (en PJ)

Une majorité d'écoles et de communes (93%) passeront à 4 jours à la rentrée 2018.

Le SNUipp-FSU intervient sur la situation de deux écoles :

- une école où les enseignants s'opposent à la municipalité et souhaitent rester à 4,5 jours mais dont le DASEN a validé le retour à 4 jours malgré un vote à majorité contre en conseil d'école. Pour le SNUipp-FSU, c'est en opposition avec le décret national qui prévoit une demande conjointe municipalité / conseil d'école.
- une école dont le conseil d'école s'est prononcé tardivement pour la semaine à 4 jours.

Le DASEN nous informe que les demandes tardives continuent d'être examinées.

5/ Questions diverses posées par le SNUipp-FSU

- *SEGPA* : y aura-t-il des ouvertures de divisions ?

Réponse du DASEN : on adaptera les besoins mais il faut s'interroger sur le nombre important d'orientation dans l'enseignement spécialisé.

Peut-on avoir un état des lieux des UE d'enseignement externalisé et de l'ASH en Gironde ?

Le nombre de postes pourvus par des enseignants non spécialisé afin d'estimer le besoin de départs en formation ?

Réponse du DASEN : on le donnera au CTSD de bilan du mois de novembre.

Les enseignants ayant eu un poste spécialisé à titre provisoire car non titulaire de la bonne option du CAPPEI (CAPASH) bénéficieront-ils du module complémentaire CAPPEI comme c'est prévu dans les textes ?

Réponse du DASEN : nous sommes en attente des arbitrages académiques (du recteur).

IPE (indemnités péri-éducatives) et HSE (heures supplémentaires au titre de l'accompagnement éducatif): quels montants et quelle répartition ?

Réponse du DASEN : nous donnerons le détail dans le bilan de rentrée. Pour les IPE, il y a 2000h réparties selon le poids des circonscriptions. Pour l'accompagnement éducatif, au 1er juin le solde est de 1800 HSE.

Frais de déplacement de RASED : quel est le montant de l'enveloppe ? Les personnels RASED ne se font pas rembourser leurs frais kilométriques en totalité, cette situation n'est pas acceptable.

Réponse du DASEN : 40 700 € pour l'année 2017 ; 39 000€ pour l'année 2018. Le DASEN déplore que près de 10 000€ de l'enveloppe n'ait pas été utilisé en 2017 ! Il faut que les personnels RASED déclarent leurs frais au fur et à mesure.

Le SNUipp-FSU soutient que les personnels RASED n'ont pas été bien informés, beaucoup avaient renoncé à déclarer leurs frais car l'enveloppe qui leur était allouée était insuffisante. Certains collègues ont continué à se déplacer sur leurs deniers personnels, d'autres ont renoncé. Cette situation est inacceptable pour les personnels qui doivent être remboursés en totalité, pour les élèves qui ne bénéficient pas d'une prise en charge et pour les enseignants qui sont laissés seuls avec des élèves en grande difficulté.